

Quel avenir pour la Cyber-assurance ?

Présentation du rapport sur « La Cyber-assurance »
du Groupe d'études Assurances de l'Assemblée
Nationale et perspectives

Mardi 30 novembre 2021, Hôtel RITZ


Willis
Towers
Watson


GRAS SAVOYE
Willis Towers Watson 

Sommaire

- 1 **Présentation des enseignements du rapport et des principales recommandations**
- 2 **Le marché de l'assurance Cyber : tendances, attentes et perspectives**
- 3 **L'accompagnement des sociétés pour améliorer leur résilience aux risques Cyber : nécessité et enjeux**
- 4 **Echanges avec nos intervenants**
- 5 **Conclusion**

Introduction


Willis
Towers
Watson


GRAS SAVOYE
WillisTowersWatson 



Valéria FAURE-MUNTIAN

- Députée de la Loire
- Membre de la Commission des Finances
- Présidente du Groupe d'amitié France-Ukraine
- Co-présidente du Groupe d'études « Assurances »
- Auteure du rapport sur la cyber-assurance du groupe d'études Assurances avec l'assistance de Monsieur Romain Dewaele.

Nos intervenants

Laure ZICRY



**Responsable Cyber
Europe du Sud,
Willis Towers Watson**

Guillaume DESCHAMPS



**Directeur FINEX,
Gras Savoye Willis Towers
Watson**

Ezechieel SYMENOUH



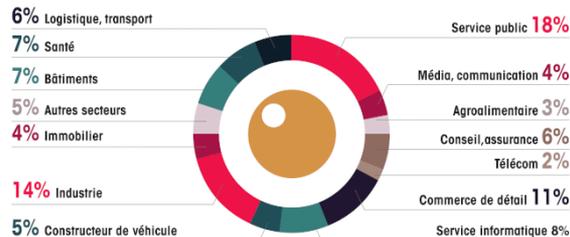
**Responsable Cyber,
Gras Savoye Willis Towers
Watson**

Rappel de l'environnement des risques Cyber en France

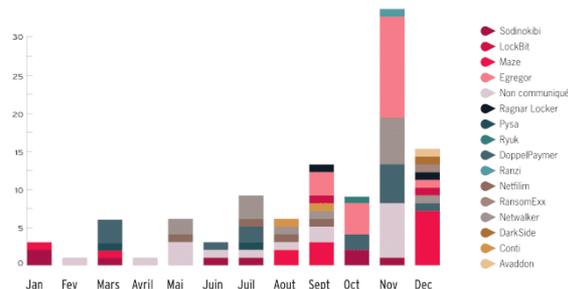
Un risque réel, croissant et qui menace tout type de société et d'organisation



// SECTEURS TOUCHÉS EN FRANCE EN 2020



// RÉPARTITION DES ATTAQUES DE RANSOMWARES EN FRANCE EN 2020



Source : EPITA, Livre blanc « Cybersécurité & Innovation », Edition 2020

Rappel de l'environnement des risques Cyber en France

Un risque identifié comme la première menace

10 PRINCIPAUX RISQUES EN FRANCE

Source : Allianz Global Corporate & Specialty.

Les chiffres représentent un pourcentage de toutes les réponses pour ce pays.

Participants : 66

Les chiffres ne totalisent pas 100% car 3 risques pouvaient être sélectionnés.

| Classement | Pourcentage | Classement 2020 | Tendance |
|--|-------------|-----------------|----------|
| 1 Incidents cyber (ex : cyber crimes, défaillances informatiques, violation de données...) | 50% | 1 (49%) | ↔ |
| 2 Interruptions d'activités (y compris les perturbations de la chaîne logistique) | 44% | 2 (48%) | ↔ |
| 3 Pandémie (ex : problématiques liées à la santé et à la main d'œuvre, restrictions de circulation...) | 42% | NOUVEAU | ↗ |
| 4 Incendie, explosion | 24% | 3 (35%) | ↘ |
| 5 Atteinte à la réputation ou à l'image de marque | 17% | 9 (10%) | ↗ |
| 6 Catastrophes naturelles (ex : tempête, inondation, tremblement de terre...) | 17% | 4 (30%) | ↘ |
| 7 Défaillances de qualité, défauts de série, rappel de produits | 15% | 5 (18%) | ↘ |
| 8 Évolutions macro-économiques (programme d'austérité, inflation/déflation...) | 14% | NOUVEAU | ↗ |
| 9 Évolutions législatives et réglementaires (ex : changement de gouvernement, sanctions économiques, protectionnisme, Brexit, désintégration de la zone Euro...) | 12% | 6 (17%) | ↘ |
| 10 Risques politiques (ex : guerre, terrorisme, conflits sociaux...) | 12% | 7 (13%) | ↘ |

| Top 5 risks to businesses | | | | | | | | |
|---------------------------|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Rank | 2021 | 2019 | 2018 | 2017 | 2016 | 2014 | 2013 | 2011 |
| #1 | Cyber-attack | Data loss | Risk of data loss / data breach | Regulatory and other investigations | Regulatory and other investigations and inquiries | Regulatory and other investigations and inquiries | Regulatory and other investigations and inquiries | Regulatory and other investigations and inquiries |
| #2 | Data loss | Cyber-attack | Cyber-attack | Cyber-attack | Cyber-attack | Anti-Corruption Legislation (including the Bribery Act) | Criminal and regulatory fines and penalties | Criminal and regulatory fines and penalties |
| #3 | Regulatory risk (including threat of fines and penalties) | Regulatory risk (including threat of fines and penalties) | Regulatory and other investigations | Risk of data loss / data breach | Risk of data loss / data breach | Criminal and regulatory fines and penalties | Anti-Corruption Legislation (including the Bribery Act) | Anti-Corruption Legislation (including the Bribery Act) |
| #4 | Health & safety / environmental prosecutions | Litigation risk | Health and safety legislation | Criminal and regulatory fines and penalties | Criminal and regulatory fines and penalties | Risk of being sued abroad | Securities / Shareholder claims | Employment practices claims |
| #5 | Risk of employment claims | Social media campaigns | Criminal and regulatory fines and penalties | Concerns in a post Brexit landscape | Anti-Corruption Legislation (including the Bribery Act) | Multiplicity of sanctions regimes and of affected countries | Risk of being sued abroad | Securities / Shareholder claims |

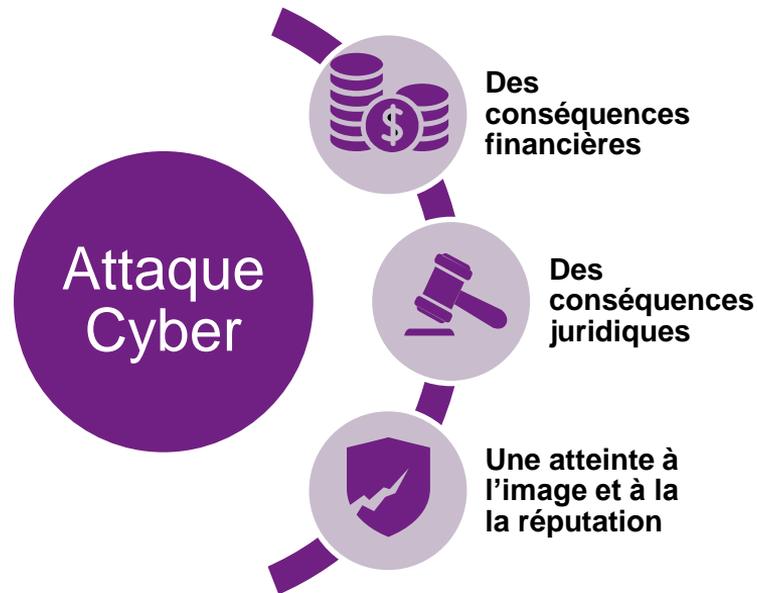
Source : D&O Liability Survey 2021, Willis Towers Watson, April 2021

Rappel de l'environnement des risques Cyber en France

Un risque aux nombreuses conséquences (directes et indirectes)

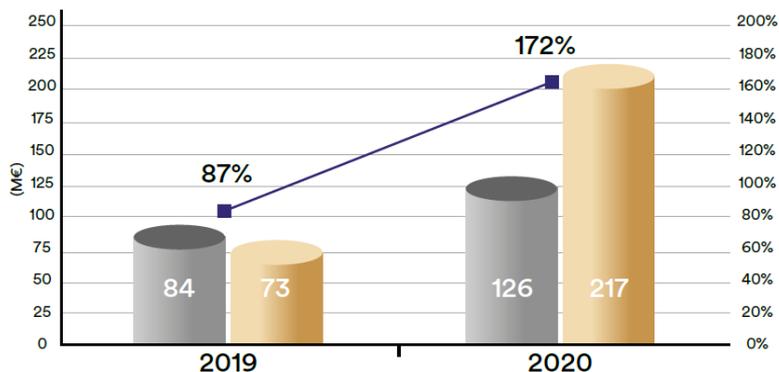
LES QUATORZE IMPACTS D'UNE CYBERATTAQUE

Un large panel de coûts directs / indirects entrent en ligne de compte pour mesurer l'impact financier d'un cyberincident



Rappel de l'environnement des risques Cyber en France

Un risque pas suffisamment assuré ou assuré à des conditions « détériorées »



- Primes M€
- Sinistres M€
- Ratio Sinistres/Primes

Source : Rapport LUCY, AMRAE

87 %

des grandes entreprises
mais seulement

8 %

des entreprises de taille
intermédiaire ont souscrit
une assurance cyber.



38 M€

hauteur moyenne
de la couverture
des grandes entreprises.



X3

: augmentation de la sinistralité
surtout en intensité : le montant global des
indemnisations a été multiplié par 3, passant
de 73 M€ en 2019 à 216 M€ en 2020.



+ 19 %

pour les grandes
entreprises et

+ 28 % pour les ETI :

augmentation des taux de
primes entre 2019 et 2020.



167 %

vs 84 %

ratio
Sinistres/Primes
de 2020
vs celui de 2019.



Rappel de l'environnement des risques Cyber en France

Constat à ce jour

- **Un risque fortement présent** et identifié comme LA menace du moment
- **Une prise de conscience des conséquences d'un incident** ou d'une attaque cyber
- **Un cout significatif des conséquence** d'un incident ou d'une attaque cyber
- **Une meilleure appréciation du contenu et de l'intérêt d'une assurance Cyber**

Le besoin de disposer d'une Assurance Cyber

Mais

- **Un marché de l'assurance qui recadre la couverture des risques Cyber** (polices traditionnelles vs police Cyber « stand alone »)
- **Un processus de souscription dense, long, très technique et complexe**
- **Des exigences techniques (pre-requis) de plus en plus nombreuses**
- **Des franchises en forte hausse**
- **Des garanties « détériorées »**
- **Des conditions tarifaires en (forte) hausse**

1

Présentation des enseignements du rapport et des principales recommandations

Valéria Faure-Muntian


Willis
Towers
Watson


GRAS SAVOYE
WillisTowersWatson 



Objectifs du rapport :

- Il entend dresser un état des lieux de la situation de la cyber-assurance en France en vue de la structurer.
- Et proposer des voies d'amélioration jugées nécessaires dans un contexte toujours plus risqué pour les entreprises, qui peinent à se couvrir.

Le contenu de ce rapport se décline sous la forme de **20 propositions** articulées autour de trois axes :

- I. **Clarifier et définir le Droit** par l'adoption de définitions juridiques pour le cyber-risque et la cyber-attaque et prendre position sur la prise en charge de la rançon par les assureurs.
- II. **Travailler sur la prévention et la défense** en renforçant l'écosystème français de la cybersécurité **et sur la résilience et la sensibilisation** des entreprises et des collectivités françaises à la menace.
- III. **Développer le marché de la cyber-assurance.**

Les 20 recommandations du rapport :

I. Clarifier et définir le droit relatif aux cyber-risques et cyber-attaques

- 1) Adopter une définition commune du cyber-risque et de la cyber-attaque ;
- 2) Clarifier la législation en matière de paiement des rançongiciels ;
- 3) Préciser la législation relative au paiement des amendes administratives ;
- 4) Subordonner l'activation des garanties assurancielles au dépôt de plainte à la suite d'une cyber-attaque.

Les 20 recommandations du rapport :

II. Renforcer la résilience et la défense face aux cyber-risques

- 5) Promouvoir le dispositif cybermalveillance.gouv.fr auprès des entreprises et des collectivités ;
- 6) Créer un recueil anonyme des cyber-attaques frappant les entreprises géré par le GIP ACYMA (cybermalveillance.gouv.fr);
- 7) Renforcer les moyens humains, matériels et financiers du GIP ACYMA ;
- 8) Inciter les institutions européennes à instaurer un « small business act » de la cybersécurité en France et favoriser dans la commande publique des solutions souveraines ;
- 9) Allonger la formation des magistrats en matière de cybersécurité ;

Les 20 recommandations du rapport :

II. Renforcer la résilience et la défense face aux cyber-risques

- 10) Augmenter les moyens humains, financiers et matériels des services de la justice, de la police et de la gendarmerie chargés de la lutte contre la cybercriminalité ;
- 11) Sensibiliser au moins une fois par an les salariés des petites et moyennes entreprises aux risques cyber ;
- 12) Créer pour les collectivités, les administrations et les entreprises un prérequis en matière de cybersécurité ;
- 13) Créer au sein de l'État une agence nationale dédiée à des opérations cyberoffensives dans le secteur économique et industriel ;

Les 20 recommandations du rapport :

II. Renforcer la résilience et la défense face aux cyber-risques

- 14) Orienter directement les aides publiques aux collectivités et aux entreprises pour effectuer un audit de cybersécurité et à se doter d'un dispositif de cybersécurité ;
- 15) Imposer aux entreprises qui travaillent pour et/ou avec l'État et/ou des OIV /OSE à se doter d'une police d'assurance cyber ;
- 16) Développer un écosystème en rapprochant les assurances françaises des entreprises de cybersécurité françaises.

Les 20 recommandations du rapport :

III. Développer le marché de la cyber-assurance

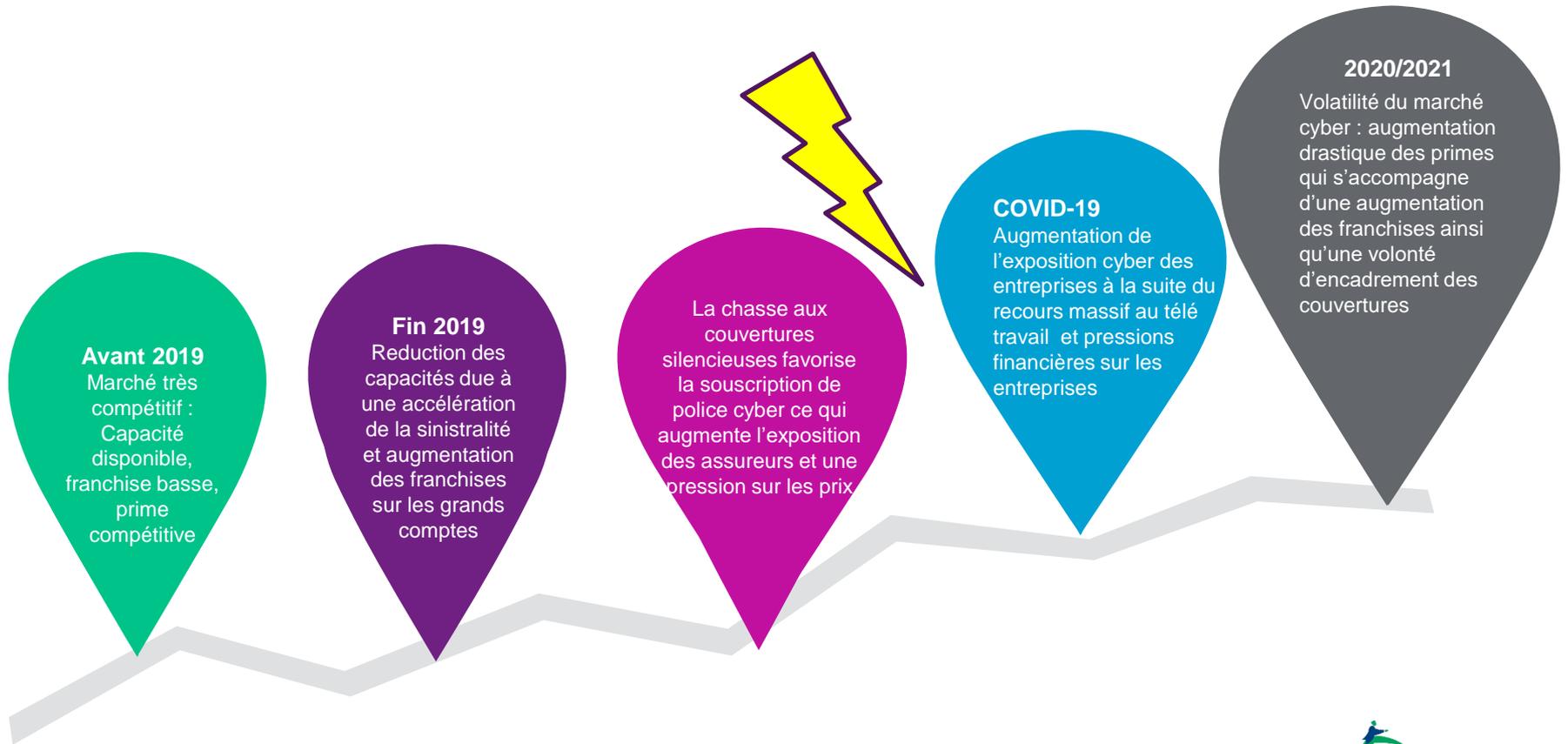
- 17) Inciter à la création en Europe d'un mécanisme d'évaluation des offres de cyber-assurance ;
- 18) Harmoniser à l'échelle française puis européenne les critères d'analyse des cyber-risques entre les assureurs ;
- 19) Créer une nouvelle branche d'assurance dédiée à la cyber-assurance ;
- 20) Développer des solutions hybrides de cybersécurité et de cyber-assurance pour les petites et moyennes entreprises et les collectivités.

2

Le marché de l'assurance Cyber : tendances, attentes et perspectives


Willis
Towers
Watson


GRAS SAVOYE
Willis Towers Watson 



| Capacité | Souscription / Garanties | Sinistralité | Primes & Franchises |
|---|---|---|---|
| Contraction | Limitation | Aggravation | Forte Augmentation |
| <ul style="list-style-type: none"> • Forte réduction des capacités offertes par assureur (2019 : 25M€, 2020 : 15M€, 2021 : 5-10M€), • en Primary: raréfaction des acteurs, manque de concurrence • en Excess : points d'attachement de plus en plus élevé (une grande majorité attachent à 50M€) • Questionnaire Ransomware obligatoire • Des appétits de souscription qui sont revus au niveau mondial et révisés continuellement | <ul style="list-style-type: none"> • Information de souscription : une politique de souscription très encadrée avec des minimum requis. Une sélection très drastique des dossiers en fonction de leur niveau de maturité et des contrôles mis en place. • Restrictions de couvertures : Clause de Coassurance ou Quotité Non Garantie sur les événements Ransomware et/ou sous limite. • Deux approches différentes : Limit reducing ou Loss reducing Approach | <ul style="list-style-type: none"> • Rapport sinistres/primes fortement détérioré depuis 2019. • La Fréquence de l'Intensité • Augmentation du nombre de Ransomwares et des coûts engagés par l'Assuré pour atténuer et restaurer les SI après l'attaque. • Monitoring mondial : Assureurs directement touchés par l'évolution défavorable de la sinistralité. | <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation des primes des traités de réassurance. • Primes et franchises de nouveau revues à la hausse (franchises différenciées selon le type de couvertures difficiles à obtenir). • Peu ou pas de marge de négociation, très forte volatilité. |

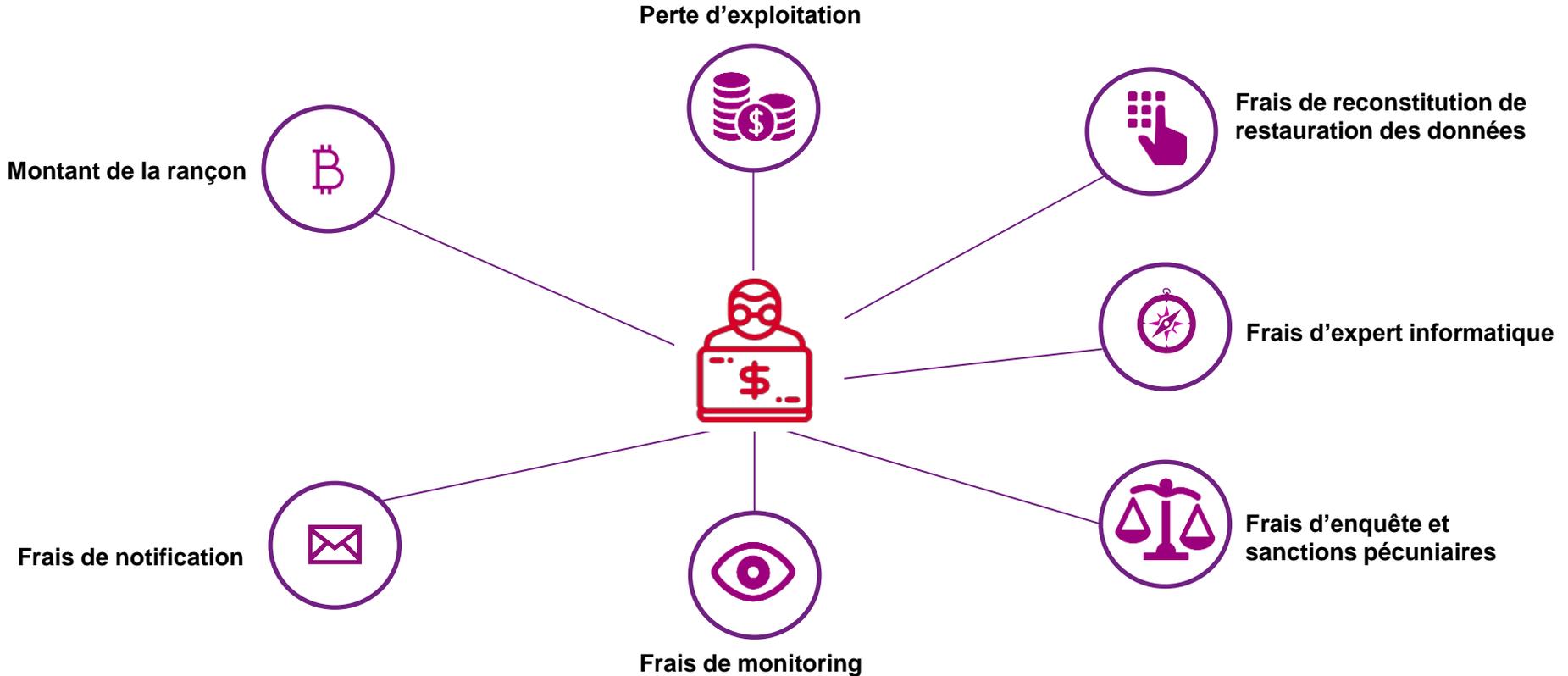
| Sécurité Informatique | Agilité | Captives |
|---|---|---|
| Renforcement / Mise à niveau | Innovation | Transfert |
| <ul style="list-style-type: none"> Standard de Sécurité NIST (National Institute of Standards and Technology) : 5 piliers <p>1. Identifier : Identifier les types de menaces et tous les actifs potentiellement à risque.</p> <p>2. Protéger : Analyser la meilleure façon de protéger tous les actifs identifiés.</p> <p>3. Détecter : Définir comment les menaces contre les actifs seront détectées.</p> <p>4. Répondre : Décrire les mesures clés pour répondre aux menaces détectées.</p> <p>5. Récupérer : Définir comment réparer l'infrastructure touchée et maintenir la sécurité.</p> | <ul style="list-style-type: none"> Repenser la politique de transferts de risques Montages alternatifs : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Vertical Quota Share, ✓ Excess SIR, ✓ Fronting + lettre de crédit | <ul style="list-style-type: none"> Pour les Captives déjà en place : De plus en plus de captives impliquées dans la couverture des risques cyber Etude de faisabilité de mise en place de Captives pour optimiser les coûts et lutter contre le manque de capacité ou d'acteurs tant en primary qu'en excess. |

3

L'accompagnement des sociétés pour améliorer leur résilience aux risques Cyber : nécessité et enjeux

3

Les coûts d'une attaque par ransomware : la double extorsion change les règles d'indemnisation



3 Les principaux enseignements des attaques par ransomware : une évolution de l'état de la menace



Compromission de l'active Directory. L'attaquant possède des comptes d'administration du domaine dans la majorité des cas.



Courriels d'hameçonnage restent un vecteur d'infection largement utilisé.



Des attaquants toujours plus rapide. 3 jours entre l'accès initiale et le déploiement du ransomware



Faible de sécurité ou défaut de configuration sur les services d'accès à distance (Accès RDP, VPN, Citrix, Pulse...) exploités par les pirates informatiques.



Les attaques de la supply chain sont à surveiller. La supply chain IT pourrait être le nouveau vecteur d'infection des pirates informatiques.

Outil de gestion des accès à privilège (PAM)

Un outil de gestion des accès privilégiés permettant de surveiller les comptes ayant un accès privilégié aux actifs clés.

Gestion d’actifs informatiques

Inventaire de l’environnement à l’aide d’un outil de gestion des actifs.

Centre d’Opération de Sécurité (SOC)

Surveillance du réseau.

Privilèges d’administrateur local

Les administrateurs locaux doivent disposer de comptes distincts pour leur utilisation quotidienne et pour les tâches nécessitant un accès administrateur..

Endpoint Detection & Response (EDR)

Mis en place sur tous les serveurs lorsque cela est possible

Authentication multi-facteur (MFA)

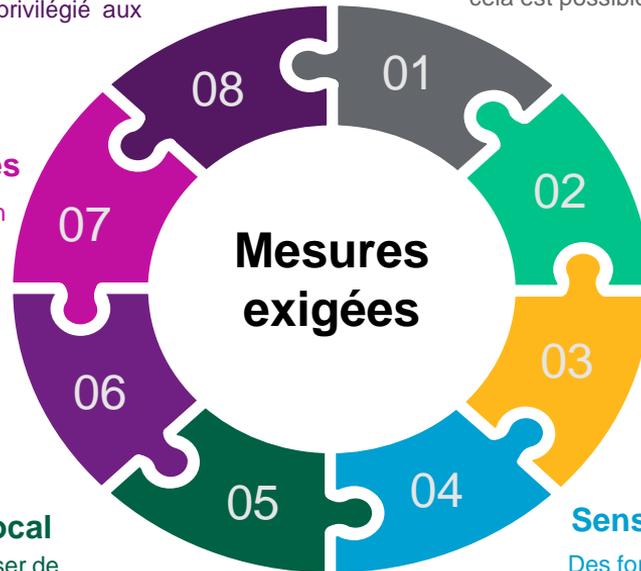
Mis en place et requis pour tous les accès distants au réseau de l’entreprise ainsi que pour toutes les connexions à Office365.

Procédures de sauvegarde

Sauvegarde hors ligne ou solution de sauvegarde alternative rendant impossible la suppression des sauvegardes existantes

Sensibilisation des employés

Des formations et/ou des campagnes de sensibilisation sont prévues et obligatoires pour tous les utilisateurs de technologies informatiques, au moins sur une base annuelle.

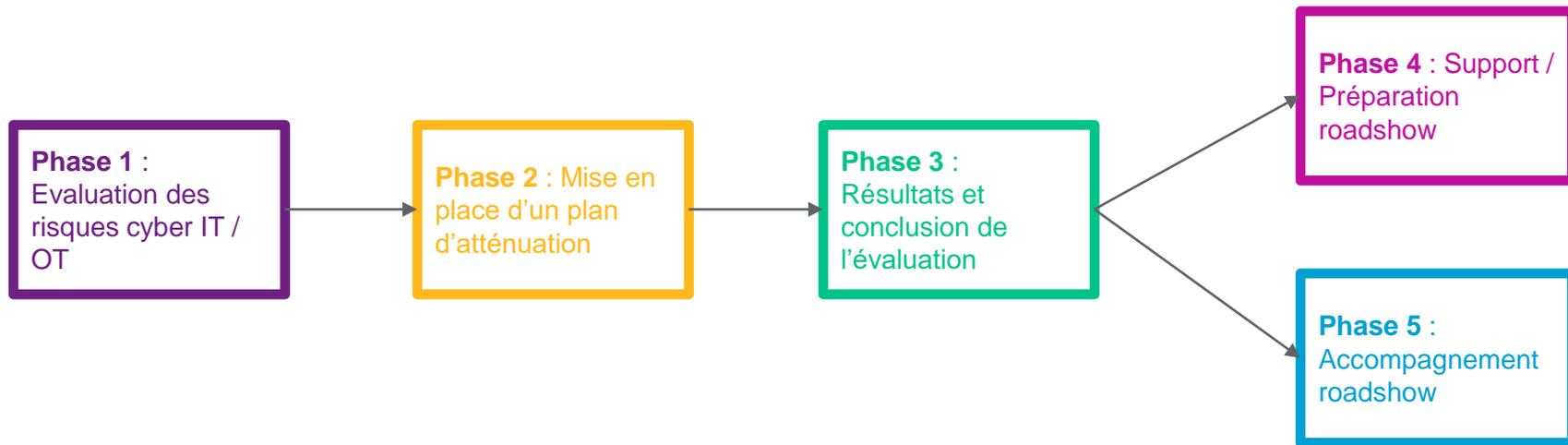


Mesures exigées

3

L'accompagnement des sociétés pour améliorer leur résilience aux risques Cyber : nécessité et enjeux

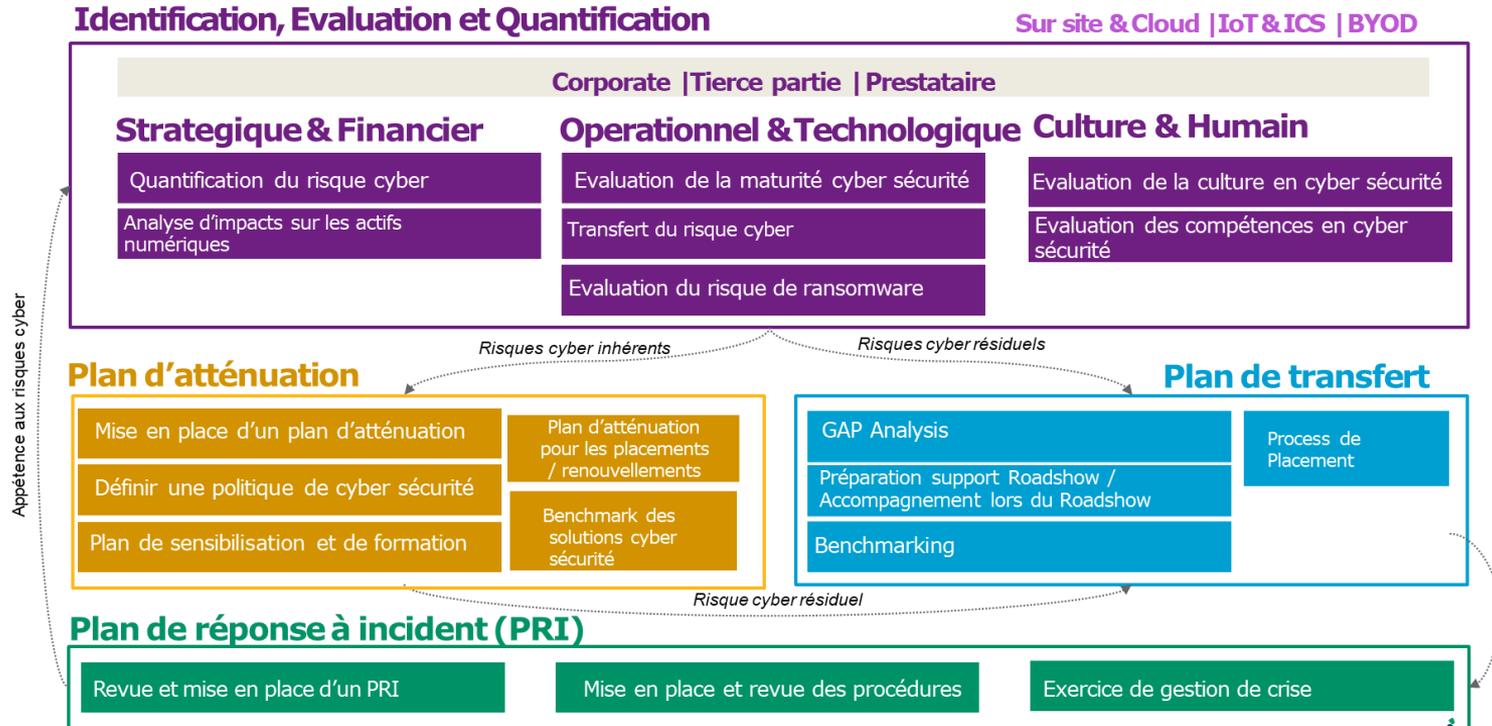
Une offre intelligente pour accompagner les entreprises à répondre aux pré-requis des assureurs :



3

L'accompagnement des sociétés pour améliorer leur résilience aux risques Cyber : nécessité et enjeux

Une approche Entreprise [Cyber] Risk Management (ERM) pour améliorer votre cyber résilience



4

Echanges avec nos intervenants

5

Conclusion

Merci pour votre participation !



GRAS SAVOYE

WillisTowersWatson 